

Migrants : le flux incessant (1/3)



Célat mardi, aux alentours de dix-huit heures, à la Pointe aux Oies, vers Wimereux. Un passage en bateau se préparait pour la nuit suivante. Manifestement réussi.

La tension ne se dément pas, sur le littoral, où les migrants continuent d'affluer, de tenter le passage vers l'Angleterre, malgré la pression des forces de l'ordre, de plus en plus forte. Premier volet de notre reportage de Calais à Boulogne, où on peut estimer qu'un peu plus de mille exilés errent en ce moment.

Une bande de brouillard vient couvrir le bruit de la mer qui remonte vers la plage de la Pointe aux Oies, à la sortie de Wimereux. Cela n'empêche pas les promeneurs de profiter de la marée basse, départ et retour sur un petit parking le long de la route nationale. Quietude d'un mardi de juin, en bord de mer. Soudain, deux jeunes gens passent comme des ombres, sont-ils anarsak à capuche, sac plastique à la main. Leur allure ne laisse pas le moindre doute, même si on ne les voit que quelques instants, avant qu'ils s'enfoncent dans la dune.

Puis deux autres. Puis un groupe de quatre. On ne perdra la trace dans l'immenité du littoral, où il est facile – mais pas forcément confortable – de se cacher dans la végétation en attendant la nuit.

Tout cela confirme ce que disait François Guenneuc, président de l'Auberge des migrants, l'association calaisienne d'aide aux exilés installés dans la zone industrielle de Calais. « Depuis deux ans, il y a une pression beaucoup plus intense des forces de l'ordre. Des expulsions tous les deux jours, avec confiscation du peu que possèdent les exilés. Tout cela est très tendu. Il y a des faits de violence avérés. Mais cela n'empêche pas les migrants de tenter encore

de passer en Grande-Bretagne. »

ILS SONT PASSÉS

Ces quinze-là avaient rendez-vous la nuit, avec un passeur, sans aucun doute. On a guêté un communiqué de la préfecture maritime, le lendemain, et... rien. Ils n'ont pas appelé au secours, manifestement pas été repérés. C'est donc qu'ils sont passés.

« C'est la deuxième voie de passage, depuis deux ans, dit François Guenneuc. Les passeurs ont choisi la voie maritime et ils s'écartent un peu de Calais, où il y a beaucoup de présence policière. » L'autre voie était encore et toujours les camions qui partent pour la Grande-Bretagne. « C'est beaucoup plus aléatoire et plus dangereux, aussi. Mais c'est gratuit... Pour passer sur la mer, c'est environ entre deux mille et cinq mille euros par personne, en ce moment... » Un peu plus loin que cet entrepôt où les associations se côtoient et se serrent les coudes, presque au pied du stade de l'Égocq, un groupe d'Érythréens attend le bus qui fait la navette pour les emmener à la douane. Ce sont de jeunes hommes, ils sont une cinquantaine, à cet instant, mais plusieurs centaines dans les alentours. Deux d'entre eux racontent les semaines ici, à tenter d'échapper aux interventions des CRS, à tenter de trouver une place

dans un camion. « On est ici depuis des mois. Paris d'Érythrée depuis des années. Vous croquez un peu votre demi-tour... » Ils sont sympas, parlent facilement de leurs vies d'errance. Certains racontent les tortures, d'autres la peur de mourir d'un mauvais coup, en Lalyos. « C'est l'enfer, là-bas. »

« C'EST VIOLENT »
Et ici ? « C'est dur. De plus en plus dur. Violent » Ils parlent de la police, pas des habitants. « On est accueilli, ici, on ne fouille jamais. » Mais rien n'entame leur détermination. « On prend des coups, alors on a encore plus envie de passer. » François Guenneuc a parfois les bras qui en tombent. « On se demande pourquoi tout cela continue. On chasse des gens de l'enfer, précisez ou ils passent une nuit ou deux, on leur prend tout ce qui tombe, et deux heures plus tard, ils reviennent... » Pourquoi tentent-ils ailleurs, au fond ? « Ceux qui sont passés nous disent qu'ils sont bien, là-bas. Ils sont libres. » Alors, même si les bas britanniques vont évoluer, se durcir, à cause du Brexit, l'attitude des migrants ne se dément pas. « Au contraire, dit François Guenneuc. Il y a même un phénomène nouveau : l'arrivée de familles, de plus en plus nombreuses. »

PHILIPPE DUSSART (TEXTES) ET PHILIPPE POUCHET (PHOTOS)

Abdelmajeed, l'exilé devenu vigie des droits humains

Il est arrivé à Calais en 2016, sur la route de l'Angleterre. Mais il s'est installé là, pour mener ses études en relations internationales. Et aussi, pour veiller au respect des droits de ses compagnons de route. Il a un gentils sourire, une voix douce, mais des mots plutôt durs. Il s'appelle Abdelmajeed, a vingt-neuf ans et il parle un français impeccable, malgré cinq petites années ici, où il est venu se réfugier pour avoir fait le Darfour en guerre.

« C'est ma famille au Soudan, qui m'a poussé à partir... » Il raconte le long voyage et surtout les six mois en Lalyos. « C'était très violent... » Abdelmajeed est pudique. Il raconte tout de même les massacres des milices, « comme au Darfour », dit qu'il a failli être vendu comme esclave, et que c'est pour ça qu'on n'a pas peur de se jeter dans un ruisseau bécoté sur la Méditerranée : « Si c'est ça et devenir esclave... » Ici, il est jeté à corps perdu dans les études. Tout en apprenant le français, alors que dans son pays, il avait passé une licence d'anglais. Mais il s'est posé là et il continue, depuis, ses capacités d'indignation. Avec six autres jeunes gens, il forme Human Rights Observers (HRO), qui se targue de protéger les droits des exilés, autour de Grande-Synthe et Calais. De tenter de les protéger, plutôt.

« C'EST DU HARCELÈMENT »

Les interventions des forces de l'ordre, sur les campements, sont violentes. Les papiers, les téléphones, tout ce que possèdent les exilés est enlevé et envoyé à la Ressourçerie...

C'est une sorte de consigne des objets trouvés, ou... « Les gens ne retrouvent pas ce qui n'est pas ou tout cela même mais que ça ne peut pas bien se terminer. » Malheureusement, les policiers passent même l'après-midi, quand les exilés sont partis à la douche, chercher à nuancer ou récupérer leur portable. Comme ça, ils

font ce qu'ils veulent : ils embarquent tout. Là-c'est les tentes... »

RENTREZ AU DARFOUR

Abdelmajeed est un militant, mais il dit que tout cela a duré un temps. Et finalement, il pense désormais retourner au Darfour : « Je suis en dernière année de master en relations internationales (c'est même dans ce cadre qu'il accomplit son stage à HRO) et je suis pouvoir travailler dans l'humanitaire, là-bas. Mètres des choses en place, aider les gens de mon pays... » Voilà désormais son ambition. Il ne veut plus être un exilé. C'est trop de déception : « Ici, l'État maltraite bien trop les droits humains. »



Selon Abdelmajeed, ici, l'État maltraite bien trop les droits humains.

1 058

C'est le nombre d'expulsions de lieu de vie informelles, comme dit pudiquement Human Rights Observers, repérées par l'association en 2020. 967 à Calais et 92 à Grande-Synthe. Dans le même temps, la préfecture maritime a relevé 520 passages ou tentatives de passage dans le détroit. Soit quatre fois plus qu'en 2019.



« Il n'y a pas plus de violence au sein de ces groupes que dans n'importe quelle population précaire. »
FRANÇOIS GUENNEUC, président de l'Auberge des migrants, association calaisienne d'aide aux exilés



François Guenneuc (en haut, à gauche), dans l'entrepôt où est stocké le matériel destiné aux migrants, où sont préparés les centaines de repas distribués chaque jour. Il assure que « les dons ne s'effondrent pas ». Signe que dans la population, « la situation des exilés continue de sensibiliser », dit-il. À Calais, « la pression des autorités est de plus en plus forte : à la fois sur les exilés et sur nous ».

« On nous expulse, on nous fait monter dans des bus pour nous emmener dans des hôtels, mais ce n'est pas ce qu'on veut. Ce qu'on veut, c'est passer. Alors, deux jours plus tard, on est revenus. »
Aly Elyhienne en entree à Calais

À SUIVRE
Les deuxième (à Grande-Synthe) et troisième (avec les forces de l'ordre) volets de notre enquête sur le littoral paraîtront ce samedi 12 et le lundi 14 juin.